

Questions orales

• (1120)

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, je trouve étrange que le député d'en face critique à ce point les progrès réalisés dans un domaine très important. Son parti et lui devraient être les derniers à reprocher au gouvernement fédéral d'essayer de résoudre ce problème national et international très grave. L'ancien gouvernement libéral avait renoncé à négocier en vue d'une solution permanente.

Sous la direction du premier ministre nous avons réalisé des progrès en collaboration étroite avec le gouvernement américain comme l'a dit M. Reagan lorsqu'il a déclaré: «Nous avons fait des progrès, car nous savons maintenant ce qu'il est possible de faire et nous sommes prêts à prendre cette initiative. D'autres suivront sans doute. Nous continuons à examiner la question». Il s'agit là d'une réaction positive vis-à-vis d'un problème très grave. Le chef de l'opposition et son parti devraient féliciter notre gouvernement et les États-Unis de cette initiative au lieu d'adopter ce genre d'attitude.

LE RAPPORT DES ENVOYÉS—LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le vice-premier ministre a tendance à déformer la vérité comme le premier ministre. Le rapport de Drew Lewis et William Davis, les envoyés spéciaux sur les pluies acides, signalaient que la quantité de SO₂ émise en 1983 représentait une baisse de 28 p. 100 par rapport à 1973. Les émissions de SO₂ provenant des centrales électriques ont diminué de 19 p. 100 entre 1973 et 1983 et les émissions industrielles, de 46 p. 100. L'ancien gouvernement a pris d'importantes mesures que le gouvernement actuel n'a pas poursuivies.

Ma question porte sur le fait que le premier ministre a remercié le président pour un progrès qui n'en est pas un, bien au contraire. Les représentants du Congrès des États-Unis reprochent à notre premier ministre de saper les efforts qu'ils déploient au Congrès en faveur d'un contrôle des émissions de substances polluantes. Pourquoi le premier ministre a-t-il reculé depuis l'année dernière où il insistait pour obtenir un contrôle immédiat de la pollution?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, il y a eu progrès et si le député se donne la peine de lire le communiqué émanant de Washington, il verra que trois mesures importantes ont été prises à la suite des propositions des envoyés. Cela témoigne certainement non seulement des engagements pris par le gouvernement américain, mais des progrès réalisés, qui feront l'objet de pourparlers bilatéraux au prochain sommet, au début

d'avril. Je sais que le député est le porte-parole de l'opposition, mais cette opposition ne doit pas être systématique.

Mme Copps: Demandez à Dalton ce qu'il en pense.

M. Mazankowski: Vu les mesures que son parti et lui-même ont prises au sujet des pluies acides, la position qu'ils adoptent maintenant ne paraît pas très crédible.

M. Gauthier: Elle est mille fois meilleure que la vôtre.

ON DEMANDE D'ÉTABLIR DES MÉCANISMES DE CONTRÔLE DES ÉMISSIONS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je le dis gentiment au vice-premier ministre. Il ne renforce pas sa crédibilité en se faisant le porte-parole de son voisin le premier ministre du Canada.

Tous les écoliers savent que les cheminées et les automobiles sont une source de pluies acides. Pourtant, notre premier ministre remercie le président des États-Unis de faire faire d'autres recherches sur les sources de pluies acides. Quand notre premier ministre dira-t-il au président des États-Unis que les recherches nécessaires ont été faites et qu'il faut s'attacher immédiatement aux émissions?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, si le député est convaincu à ce point que toutes les recherches nécessaires ont été faites, pourquoi lui et son gouvernement n'ont-ils pas agi avant 1984? Ils n'ont absolument rien fait. Ils ont refusé de négocier. Ils ont refusé de parler aux Américains. Six mois après notre arrivée au pouvoir, nous avons accepté de réduire les émissions de moitié, avec la coopération des provinces. Grâce aux efforts du premier ministre, nous sommes parvenus à reprendre les discussions avec les États-Unis. Nous avons eu des entretiens très fructueux et nous avons obtenu des promesses intéressantes. Ces entretiens se poursuivront au Sommet.

• (1125)

Le très honorable représentant devrait reconnaître, comme le chef du NPD l'a fait hier, que nous avons réalisé certains progrès. Je suis vraiment surpris qu'il soit jaloux à ce points de nos progrès.

LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, il y a deux heures le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada ont signé à Québec un accord sur les pluies acides qui s'inscrit dans la démarche amorcée par le gouvernement libéral en 1984, simplement à titre d'information pour le vice-premier ministre.

Hier soir, à la télévision, nous avons entendu le président Reagan dire ce qui suit lors de sa conférence de presse:

Nous avons constaté que plus nous avançons, plus la question de la source des pluies acides devient complexe.